

Directives de placement du Conseil des EPF du 14 juillet 2021

Le Conseil des EPF,
vu l'art. 34c, al. 2, de la Loi sur les EPF¹
arrête:

Chapitre 1 Généralités

1) But et champ d'application

- a) Les directives de placement du Conseil des EPF contiennent des dispositions générales sur la politique de placement. Elles sont applicables aux deux EPF (ETH Zurich et EPFL) et aux quatre établissements de recherche (PSI, WSL, Empa et Eawag).
- b) Elles concernent les autres fonds (art. 35a^{quater}, al. 1, deuxième phrase, de la Loi sur les EPF) qui sont mis à la disposition des EPF et des établissements de recherche.
- c) Elles ne s'appliquent pas aux contributions directes ou indirectes de la Confédération (art. 35a^{quater}, al. 1, première phrase, de la Loi sur les EPF) qui servent à financer le fonctionnement courant des EPF et des établissements de recherche. La gestion de ces contributions relève de règles spécifiques définies dans la Convention du 14 juillet 2021 entre l'Administration fédérale des finances (AFF) et le Conseil des EPF régissant les relations de trésorerie entre l'AFF et le Domaine des EPF.

2) Objectifs

- a) Les moyens financiers doivent être pilotés et gérés de telle sorte que
 - i) les prestations promises puissent être versées dans les délais et en tout temps (liquidités),
 - ii) la politique de placement permette de respecter la capacité à supporter les risques afin de garantir le maintien de la valeur nominale des prestations promises.
- b) Le choix et la gestion des placements doivent être réalisés avec diligence et conformément à l'exemplarité dont doit faire preuve le Domaine des EPF en matière d'investissements responsables pour éviter tout effet négatif sur la réputation de ses institutions.

3) Bases légales

- a) Loi fédérale du 4 octobre 1991 sur les écoles polytechniques fédérales (Loi sur les EPF).
- b) Ordonnance du 5 décembre 2014 sur les finances et la comptabilité du domaine des EPF².
- c) Loi du 7 octobre 2005 sur les finances de la Confédération, art. 61 «Rattachement à la trésorerie centrale»³.
- d) Convention du 14 juillet 2021 entre l'Administration fédérale des finances (AFF) et le Conseil des EPF régissant les relations de trésorerie entre l'AFF et le domaine des EPF, signée le 14 juillet 2021 (ci-après «convention de trésorerie»).

¹ RS 414.100

² RS 414.123

³ RS 611.0

Chapitre 2 Principes de la politique de placement

1) Moyens financiers pouvant être investis

Les autres fonds (art. 35a^{quater}, al. 1, deuxième phrase, de la Loi sur les EPF) peuvent être investis sur le marché. Lorsqu'elles définissent leur stratégie de placement, les institutions doivent tenir compte des restrictions en vigueur édictées à l'art. 2, al. 3, de la convention de trésorerie.

2) Placements

Les placements:

- a) sont essentiellement liquides, aisément négociables et d'excellente qualité.
- b) sont répartis entre différentes classes d'actifs et entre plusieurs marchés, devises, branches et secteurs.
- c) génèrent un rendement total conforme au marché.

3) Stratégie de placement

- a) Chaque institution choisit sa stratégie de placement en fonction de sa capacité individuelle à supporter les risques et en tenant compte des durées des placements. Plusieurs portefeuilles présentant des échéances différentes peuvent faire l'objet de stratégies de placement distinctes au sein d'une même institution. Ces stratégies sont basées sur l'état actuel de la fortune, sur les engagements futurs ainsi que sur les entrées et sorties de fonds attendues. Elles sont réexaminées à intervalles réguliers, mais au minimum tous les deux ans, et adaptées si nécessaire.
- b) Les institutions appliquent des principes reconnus et la meilleure pratique institutionnelle. Elles consignent par écrit, dans un document susceptible d'être adapté au besoin, les principes de la stratégie de placement et les instructions données aux organes de gestion internes ou aux gestionnaires de fortune externes pour mettre en œuvre cette stratégie.

4) Capacité à supporter les risques

Les institutions doivent calculer la capacité à supporter les risques en recourant à la méthode de la valeur à risque⁴ (*value at risk* ou VaR). La stratégie de placement et les montants à investir doivent être choisis de telle sorte que le capital-risque (réserve de fluctuation de valeur) soit suffisant pour pouvoir couvrir la VaR ainsi calculée ou qu'il puisse être constitué dans ce but⁵. Le capital-risque doit être financé par le résultat de trésorerie ou au moyen des réserves.

Pour calculer la VaR, il faut définir les paramètres suivants:

- a) Horizon temporel durant lequel la VaR ne sera pas dépassée avec une forte probabilité⁶
- b) Niveau de sécurité, soit probabilité à laquelle la VaR ne sera pas dépassée sur l'horizon temporel donné⁷
- c) Rendement minimum: taux d'intérêt interne majoré des coûts de la gestion de fortune
- d) Rendement attendu par an
- e) Volatilité attendue par an

5) Classes d'actifs autorisées et restrictions

- a) Les institutions choisissent les classes d'actifs parmi les placements autorisés selon l'Ordonnance sur

⁴ La valeur à risque indique, à un niveau de probabilité donné (domaine des EPF: 99 %), le montant de la perte qui ne sera pas dépassé dans une période donnée (domaine des EPF: 3 ans) avec cette probabilité.

⁵ Calculé selon la méthode de la valeur à risque, le capital-risque du domaine des EPF ne doit pas dépasser 150 millions de francs. Le modèle Excel créé pour le Domaine des EPF doit être utilisé pour calculer la VaR (annexe 1).

⁶ Domaine des EPF: 3 ans

⁷ Domaine des EPF: 99%

la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (OPP2)⁸. Lorsqu'elles définissent leur stratégie de placement, les institutions font preuve de la plus grande prudence, tiennent compte des risques des marchés financiers et veillent à ce que les principes énoncés au chapitre 2 puissent être respectés en tout temps, même en cas de conditions difficiles sur les marchés.

- b) Les institutions établissent pour chaque classe d'actifs une liste des instruments de placement autorisés, qu'il s'agisse de placements directs ou indirects (notamment par l'intermédiaire de placements collectifs). Elles fixent les exigences minimales concernant la qualité et la solvabilité des débiteurs et des contreparties, ainsi que les principes de diversification des placements qui doivent être respectés. Les produits dérivés ou structurés sont utilisés de façon restrictive (principalement pour couvrir les risques de change ou de marché) et sans exercer d'effet de levier sur la fortune investie.
- c) Les restrictions de placement suivantes doivent être respectées en tout temps et conformément à la capacité à supporter les risques au moment de définir la stratégie de placement⁹:

Classe d'actifs	Minimum	Maximum
Placements monétaires	0%	100%
Obligations en CHF	0%	100%
Obligations en monnaies étrangères	0%	30%
Actions Suisse	0%	15%
Actions Etranger	0%	20%
Total d'actions	0%	30%
Placements alternatifs en vertu de l'OPP2 (art. 53, al. 1, let. e)	0%	10%
Infrastructures en vertu de l'OPP2 (Art. 53, al. 1, let. d ^{bis})	0%	10%
Placements immobiliers en Suisse, indirects	0%	10%

6) Définition de variantes stratégiques optimisées

- a) La stratégie de placement est définie sur la base de différentes variantes stratégiques optimisées. Les stratégies de placement envisageables se différencient par leurs rendements attendus à long terme et par leurs risques. Elles doivent être conformes aux classes d'actifs autorisées et aux restrictions correspondantes.
- b) En cas d'adaptation de la stratégie de placement, de nouvelles variantes stratégiques optimisées seront calculées sur la base d'hypothèses de rendement et de risque actualisées.

7) Autres hypothèses pour le choix de la stratégie

- a) Le choix doit se porter sur une stratégie de placement qui s'accompagne d'un capital-risque suffisant et qui, selon la valeur escomptée sur le long terme, permettra d'atteindre ou de dépasser le rendement minimum requis.
- b) Les institutions fixent les paramètres déterminant le besoin en capital-risque (horizon temporel¹⁰, niveau de sécurité¹¹, estimation de la variation nette future [en %] de la fortune investie, rendement minimum).

8) Objectifs stratégiques et marges tactiques

Les institutions définissent pour chaque classe d'actifs une valeur cible (stratégique) et une marge de

⁸ RS 831.441.1, art. 53 ss

⁹ Lorsqu'elles définissent leur stratégie de placement, les institutions doivent tenir compte des restrictions en vigueur édictées à l'art. 2, al. 3, de la convention de trésorerie.

¹⁰ Exigence: 3 ans

¹¹ Exigence: 99%

fluctuation comportant les limites minimale et maximale à respecter en tout temps. Les marges tactiques de la stratégie doivent être fixées en fonction de la volatilité et des frais de transaction des différentes classes d'actifs.

9) Indices de référence (*benchmarks*)

Un indice de marché transparent est défini comme valeur de référence (*benchmark*) pour chaque classe d'actifs. Il permettra, avec les valeurs cibles stratégiques, de calculer un indice de comparaison spécifique à la fortune investie pour évaluer les performances des gestionnaires de fortune.

10) Durabilité

- a) Les deux EPF et les quatre établissements de recherche sont conscients de leur responsabilité économique, écologique et sociale en termes de bonne gestion d'entreprise (gouvernance). Ils investissent de manière responsable en intégrant les critères ESG dans leur processus de placement, c.-à-d. en tenant compte, dans la mise en œuvre de leur stratégie de placement, non seulement des critères économiques usuels, mais également et explicitement des aspects environnementaux, sociaux et liés à la gouvernance^{12 13}.
- b) L'approche durable, qui fait partie intégrante du processus de placement, doit être comprise au sens large pour englober autant que possible toutes les classes d'actifs. Transparente et aisément compréhensible, elle s'appuie sur des critères objectifs.

Chapitre 3 Tâches, compétences et responsabilité

1. Les EPF et les établissements de recherche assument la responsabilité globale et les risques de la gestion et de l'administration des fonds qui leur sont alloués.
2. Les EPF et les établissements de recherche prennent les mesures organisationnelles appropriées leur permettant de surveiller de manière adéquate les personnes et les établissements financiers chargés de gérer leur fortune. Ils nomment les organes et les personnes qui pilotent et valident l'ensemble du processus d'investissement. Lorsqu'ils mettent en œuvre les directives de placement, les EPF et les quatre établissements de recherche veillent en particulier à la réalisation des mesures suivantes:
 - a) Organisation des placements et règlement des compétences garantissant un déroulement méthodique des processus décisionnels en matière de placements.
 - b) Compte rendu interne périodique et adapté aux différents échelons (controlling et reporting). Le controlling des placements est défini de telle sorte que les informations pertinentes pour la gestion des investissements parviennent effectivement et en temps utile aux différents échelons compétents. Il doit également garantir en tout temps la transparence sur l'état et la valeur de la fortune ainsi que sur les résultats patrimoniaux, cette transparence étant indispensable à une gestion efficace des placements.
3. Les EPF et les établissements de recherche peuvent gérer leur fortune en collaboration avec des établissements financiers ou des gestionnaires de fortune dûment mandatés. Les formes de gestion de fortune sont choisies selon un processus documenté et clair, en portant une attention particulière aux objectifs de sécurité et de réputation mentionnés au chapitre 2. Sont uniquement admis comme gestionnaires de fortune externes des banques et des intermédiaires financiers assujettis à une loi spéciale sur les marchés financiers ou sur la surveillance en Suisse ou à l'étranger, mais dans ce dernier

¹² Aucun investissement direct n'est exécuté dans des entreprises ou dans des pays figurant sur une liste négative ratifiée par la Confédération.

¹³ Signification des critères ESG: E = environnement (aucune atteinte excessive à l'environnement), S = social (comportement socialement acceptable) et G = gouvernance (respect des principes de bonne gestion d'entreprise).

cas seulement dans des pays dont la surveillance est jugée comparable à celle exercée en Suisse.

4. Les personnes que les EPF et les établissements de recherche mandatent pour placer et administrer leur fortune ne doivent pas exécuter d'opérations abusives pour leur propre compte¹⁴.
5. Les personnes chargées de la gestion de fortune doivent déclarer chaque année par écrit à leurs supérieurs si elles ont reçu des avantages patrimoniaux personnels en rapport avec l'exercice de leur activité pour les EPF et les établissements de recherche et, le cas échéant, préciser lesquels. Ne sont pas soumis à l'obligation de déclaration les cadeaux de valeur minime et les cadeaux occasionnels usuels.
6. Les EPF et les établissements de recherche informent le Conseil des EPF chaque année, dans le cadre de leur rapport d'activité, des performances des placements et des éventuelles mesures envisagées. Le rapport d'activité doit établir de manière convaincante que les objectifs énoncés au chapitre 2, et notamment la préservation de l'excellente réputation du domaine des EPF, ont été rigoureusement respectés pendant l'exercice écoulé.
7. Les EPF et les établissements de recherche sont tenus d'informer sans délai le Conseil des EPF de tout événement extraordinaire.

Chapitre 4 Reporting et contrôle

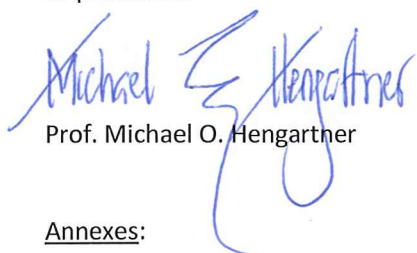
1. Reporting au Conseil des EPF:
Les institutions rédigent chaque année un rapport sur les placements pour le service Finances de l'état-major, qui établit un rapport consolidé à l'intention du Conseil des EPF. Une fois par an également, elles soumettent un rapport de durabilité au Conseil des EPF concernant les placements effectués.
2. Contrôle du respect des directives:
L'Audit interne du Conseil des EPF vérifie chaque année le respect des directives de placement par les institutions.

Chapitre 5 Dispositions finales

Les présentes directives de placement ont été approuvées par le Conseil des EPF les 14 et 15 juillet 2021. Elles entrent en vigueur le 1^{er} août 2021.

Berne, les 14 et 15 juillet 2021

Le président:



Prof. Michael O. Hengartner

Annexes:

¹⁴ Sont considérés comme abusifs, notamment, le fait d'utiliser un avantage informationnel concernant les cours boursiers dans le but d'obtenir un avantage patrimonial ainsi que la négociation d'un titre ou d'un placement aussi longtemps que l'institution mandante négocie ce titre ou ce placement et dans la mesure où celle-ci pourrait être désavantagée. Sont assimilées à la négociation la participation à ces opérations sous une autre forme et l'exécution de placements en ayant connaissance des transactions prévues ou décidées par l'institution. La réalisation de placements parallèles est autorisée, à condition qu'il n'en résulte aucun désavantage pour l'institution mandante.

- Modèle de la valeur à risque (Excel)

Anlagerichtlinien des ETH-Rats vom 14. Juli 2021

Der ETH-Rat,
gestützt auf Art. 34c Absatz 2 ETH-Gesetz¹
beschliesst:

Kapitel 1 Allgemeines

1) Zweck und Geltungsbereich

- a) Die Anlagerichtlinien des ETH-Rats enthalten grundsätzliche Vorgaben zur Anlagepolitik und gelten für die beiden ETH (ETH Zürich und EPFL) und die vier Forschungsanstalten (PSI, WSL, Empa und Eawag).
- b) Sie beziehen sich auf andere Mittel (Artikel 35a^{quater} Absatz 1 zweiter Satz ETH-Gesetz), die den ETH und den Forschungsanstalten zur Verfügung gestellt werden.
- c) Sie gelten nicht für direkte und indirekte Bundesmittel (Artikel 35a^{quater} Absatz 1 erster Satz ETH-Gesetz), die zur Finanzierung des laufenden Betriebs der ETH und Forschungsanstalten dienen. Die Bewirtschaftung dieser Mittel unterliegt den besonderen Vorschriften der Vereinbarung zwischen der Eidgenössischen Finanzverwaltung (EFV) und dem ETH-Rat über die Tresoreriebeziehungen zwischen der EFV und dem ETH-Bereich vom 14. Juli 2021.

2) Ziele

- a) Die Finanzmittel sind derart zu steuern und zu bewirtschaften, dass
 - i) versprochene Leistungen jederzeit termingerecht erbracht werden können (Liquidität),
 - ii) die anlagepolitische Risikofähigkeit eingehalten und damit die nominelle Sicherheit der versprochenen Leistungen gewährleistet wird.
- b) Die Auswahl und die Bewirtschaftung der Anlagen haben sorgfältig und im Einklang mit der Vorbildfunktion des ETH-Bereichs bezüglich verantwortungsvollem Investieren zu erfolgen, damit negative Auswirkungen auf die Reputation der Institutionen des ETH-Bereichs vermieden werden.

3) Rechtsgrundlagen

- a) ETH-Gesetz vom 4. Oktober 1991.
- b) Verordnung über das Finanz- und Rechnungswesen des ETH-Bereichs vom 5. Dezember 2014².
- c) Finanzhaushaltsgesetz vom 7. Oktober 2005, Art. 61, „Anschluss an die zentrale Tresorerie“³.
- d) Vereinbarung zwischen der Eidgenössischen Finanzverwaltung (EFV) und dem ETH-Rat über die Tresoreriebeziehungen zwischen der EFV und dem ETH-Bereich vom 14. Juli 2021, unterzeichnet am 14. Juli 2021 (nachfolgend „Tresorerievereinbarung“ genannt).

Kapitel 2 Grundsätze der Anlagepolitik

1) Investierbare Finanzmittel

Am Markt investierbar sind die anderen Mittel (Artikel 35a^{quater} Absatz 1 zweiter Satz ETH-Gesetz). Die

¹ SR 414.100

² SR 414.123

³ SR 611.0

Institutionen müssen bei der Bestimmung ihrer Anlagestrategie die geltenden Restriktionen von Art. 2, Abs. 3 der Vereinbarung über die Tresoreriebeziehungen zwischen der EFV und dem ETH-Rat miteinbeziehen.

2) Mittelanlagen

Die Mittelanlagen:

- a) erfolgen schwergewichtig in liquiden, gut handelbaren und qualitativ hochstehenden Vermögenswerten,
- b) werden auf verschiedene Anlagekategorien, Märkte, Währungen, Branchen und Sektoren verteilt,
- c) sollen eine marktkonforme Gesamtrendite abwerfen.

3) Anlagestrategie

- a) Jede Institution wählt ihre Anlagestrategie entsprechend der individuellen Risikofähigkeit unter Berücksichtigung der Laufzeit der Anlagen aus. Innerhalb der gleichen Institution können für verschiedene Portfolios mit unterschiedlichen Laufzeiten verschiedene Anlagestrategien gewählt werden. Die Anlagestrategien orientieren sich am aktuellen Vermögensstand, den zukünftigen Verpflichtungen sowie den erwarteten Zu- und Abflüssen von Finanzmitteln. Sie werden in regelmässigen Abständen, mindestens alle zwei Jahre, überprüft und bei Bedarf angepasst.
- b) Die Institutionen wenden anerkannte Grundsätze und die beste institutionelle Praxis an. Die Grundsätze der Anlagestrategie und die den internen Verwaltungsorganen bzw. den externen Vermögensverwaltern bezüglich der Umsetzung dieser Strategie erteilten Anweisungen werden von den Institutionen schriftlich in einem Dokument festgelegt, das bei Bedarf angepasst wird.

4) Risikofähigkeit

Die Institutionen müssen die Risikofähigkeit anhand des Value at Risk (VaR)-Ansatzes⁴ ermitteln. Die Anlagestrategie und die Höhe des investierten Vermögens muss so gewählt werden, dass genügend Risikokapital (Wertschwankungsreserve) vorhanden ist respektive gebildet werden kann, um den berechneten VaR abdecken zu können⁵. Das Risikokapital ist aus dem Tresorerieergebnis oder aus den Reserven zu bilden.

Zur Bestimmung des VaR sind folgende Parameter festzulegen:

- a) Zeithorizont, innerhalb dessen der VaR mit hoher Wahrscheinlichkeit nicht übertroffen wird⁶
- b) Sicherheitsniveau, d.h. Wahrscheinlichkeit, mit der der VaR innerhalb des gewählten Zeithorizonts nicht übertroffen wird⁷
- c) Minimalrendite: Interne Verzinsung zuzüglich Vermögensverwaltungskosten
- d) Erwartete Rendite p.a.
- e) Erwartete Volatilität p.a.

5) Zulässige Anlagekategorien und Restriktionen

- a) Die Institutionen wählen die Anlagekategorien aus den Anlagen aus, die gemäss Verordnung über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVV2)⁸ zulässig sind. Die Institutionen

⁴ Der VaR gibt zu einem gegebenen Wahrscheinlichkeitsniveau (ETH-Bereich: 99%) an, welche Verlusthöhe innerhalb eines gegebenen Zeitraums (ETH-Bereich: 3 Jahre) mit dieser Wahrscheinlichkeit nicht überschritten wird

⁵ Das anhand des VaR-Ansatzes berechnete Risikokapital für den ETH-Bereich darf 150 Mio. CHF nicht übersteigen. Für die Berechnung des VaR muss das für den ETH-Bereich erstellte Excel Modell verwendet werden (Beilage 1).

⁶ ETH-Bereich: 3 Jahre

⁷ ETH-Bereich: 99%

⁸ SR 831.441.1, Art.53ff.

lassen bei der Festlegung ihrer Anlagestrategie grösste Vorsicht walten, beachten die Risiken der Finanzmärkte und stellen sicher, dass die in Kapitel 2 festgelegten Grundsätze auch unter schwierigen Marktbedingungen jederzeit eingehalten werden können.

- b) Die Institutionen erstellen für jede Anlagekategorie eine Liste der zulässigen Anlageinstrumente, gleich ob es sich um direkte oder indirekte Anlagen handelt (namentlich über kollektive Kapitalanlagen). Sie legen die Mindestanforderungen hinsichtlich Qualität und Bonität der Schuldner und der Vertragspartner sowie die Grundsätze der Diversifikation der Anlagen fest, die einzuhalten sind. Der Einsatz von Derivaten und strukturierten Produkten erfolgt restriktiv (hauptsächlich zur Abdeckung von Währungs- oder Marktrisiken) und ohne eine Hebelwirkung auf das investierte Vermögen auszuüben.
- c) Folgende Anlagerestriktionen sind unter Berücksichtigung der Risikofähigkeit bei der Bestimmung der Anlagestrategie jederzeit einzuhalten⁹:

Anlagekategorie	Minimum	Maximum
Geldmarktanlagen	0%	100%
Obligationen CHF	0%	100%
Obligationen Fremdwährungen	0%	30%
Aktien Schweiz	0%	15%
Aktien Ausland	0%	20%
Aktien Total	0%	30%
Alternative Anlagen gemäß BVV 2 (Art. 53 Abs. 1 lit. e)	0%	10%
Infrastrukturen gemäß BVV 2 (Art. 53 Abs. 1 lit. d ^{bis})	0%	10%
Immobilien Schweiz indirekt	0%	10%

6) Herleitung von optimierten Strategievarianten

- a) Die Bestimmung der Anlagestrategie hat aufgrund der Herleitung von verschiedenen optimierten Anlagestrategievarianten zu erfolgen. Diese möglichen Anlagestrategien unterscheiden sich durch ihre langfristig erwarteten Renditen und ihr Risiko. Sie stehen dabei im Einklang mit den zulässigen Anlagekategorien und deren Restriktionen.
- b) Bei einer Überarbeitung der Anlagestrategie sind neue optimierte Strategievarianten auf Basis der aktuellen Rendite-/Risikoannahmen zu berechnen.

7) Weitere Annahmen für die Strategiewahl

- a) Eine Anlagestrategie muss dermassen ausgewählt werden, dass dafür genug Risikokapital vorhanden ist und im langfristigen Erwartungswert die erforderliche Minimalrendite erreicht oder übertroffen wird.
- b) Die Institutionen legen die Parameter für die Bestimmung des Bedarfs an Risikokapital fest (Zeithorizont¹⁰, Sicherheitsniveau¹¹, Schätzung der zukünftigen prozentualen Netto-Veränderung des investierten Vermögens, Minimalrendite).

8) Strategiequoten und taktische Bandbreiten

Die Institutionen legen für jede Anlagekategorie eine Zielgrösse (strategische Zielquote) sowie Bandbreiten mit einem Minimum und einem Maximum fest, die stets einzuhalten sind. Die taktischen Bandbreiten für die Strategie sind abhängig von der Volatilität und den Transaktionskosten der einzelnen

⁹ Die Institutionen müssen bei der Bestimmung ihrer Anlagestrategie die geltenden Restriktionen von Art. 2, Abs. 3 der Vereinbarung über die Tresoreriebeziehungen zwischen der EFV und dem ETH-Bereich miteinbeziehen.

¹⁰ Vorgabe: 3 Jahre

¹¹ Vorgabe: 99%

Anlagekategorien festzulegen.

9) Benchmark (Vergleichsindizes)

Für jede Anlagekategorie ist ein transparenter Marktindex als Vergleichsgrösse (Benchmark) festzulegen. Mit Hilfe dieser Indizes und der strategischen Zielquoten wird ein spezifischer Vergleichsindex für das investierte Vermögen berechnet. Dieser ermöglicht die Leistungsbeurteilung der Vermögensverwalter.

10) Nachhaltigkeit

- a) Die beiden ETH und die vier Forschungsanstalten sind sich ihrer ökonomischen, ökologischen und sozialen Verantwortung hinsichtlich einer guten Unternehmensführung (Governance) bewusst. Sie investieren verantwortungsbewusst, indem sie ESG-Kriterien in den Anlageprozess integrieren, was neben den üblichen ökonomischen Kriterien die explizite Berücksichtigung von ökologischen, sozialen sowie Corporate-Governance-Aspekten in der Umsetzung der Anlagestrategie bedeutet¹²
¹³.
- b) Der Nachhaltigkeitsansatz ist als Bestandteil des Anlageprozesses ganzheitlich gefasst, damit möglichst alle Anlageklassen berücksichtigt werden können. Er folgt objektiven Kriterien und ist transparent und nachvollziehbar.

Kapitel 3 Aufgaben, Kompetenzen, Verantwortung

1. Die ETH und Forschungsanstalten tragen die Gesamtverantwortung und die Risiken für die Bewirtschaftung und Verwaltung der ihnen zustehenden Mittel.
2. Die ETH und Forschungsanstalten treffen geeignete organisatorische Massnahmen, um die mit der Vermögensverwaltung betrauten Personen bzw. Finanzinstitute angemessen überwachen zukönnen. Sie benennen die Organe und die Personen, die den gesamten Investitionsprozess steuern und validieren. Bei der Umsetzung der Anlagerichtlinien stellen die ETH und die vier Forschungsanstalten insbesondere folgende Massnahmen sicher:
 - a) Anlageorganisationen und Kompetenzregelungen, die einen systematischen Ablauf der Anlageentscheidungsprozesse gewährleisten.
 - b) Stufengerechte periodische interne Berichterstattung (Controlling und Reporting). Das Controlling der Vermögensanlagen ist so festzulegen, dass eine rechtzeitige, verlässliche und stufengerechte Versorgung mit den erforderlichen führungsrelevanten Informationen sichergestellt und die für eine effiziente Führung erforderliche Transparenz der Vermögensbestände, -werte und -ergebnisse kontinuierlich gewährleistet ist.
3. Die ETH und Forschungsanstalten können die Vermögensverwaltung zusammen mit Finanzinstituten oder beauftragten Vermögensverwaltern tätigen. Die Auswahl der Vermögensverwaltungen erfolgt in einem dokumentierten, nachvollziehbaren Prozess. Den im zweiten Kapitel erwähnten Zielen Sicherheit und Reputation ist eine besondere Aufmerksamkeit zu schenken. Als externe Vermögensverwalter werden nur Banken und Finanzintermediäre eingesetzt, die einenspeziellen Finanzmarkt- oder Aufsichtsgesetz in der Schweiz oder im Ausland unterstehen. Vermögensverwaltungen im Ausland dürfen nur in Ländern erfolgen, deren Aufsicht mit derjenigen in der Schweiz als vergleichbar gilt.
4. Die von den ETH und Forschungsanstalten mit der Anlage und Verwaltung von Vermögen betrauten

¹² Es wird nicht in Unternehmen oder direkt in Länder investiert, die auf einer vom Bund ratifizierten Negativliste erscheinen.

¹³ Orientierung an ESG-Kriterien. E=Environment (keine übermässigen Umweltschäden), S=Social (sozialverträgliches Verhalten), G=Governance (Prinzipien guter Unternehmensführung einhalten).

Personen dürfen keine missbräuchlichen Eigengeschäfte tätigen¹⁴.

5. Die mit der Vermögensverwaltung betrauten Personen haben ihren Vorgesetzten jährlich eine schriftliche Erklärung darüber abzugeben, ob und welche persönlichen Vermögensvorteile sie im Zusammenhang mit der Ausübung ihrer Tätigkeit für die ETH und Forschungsanstalten entgegengenommen haben. Nicht offenlegungspflichtig sind Bagatell- und übliche Gelegenheitsgeschenke.
6. Die ETH und Forschungsanstalten informieren den ETH-Rat jährlich im Rahmen des Rechenschaftsberichtes über die Performance der Anlagen und allfällige geplante Massnahmen. Der Rechenschaftsbericht muss überzeugend belegen, dass die in Kapitel 2 festgelegten Ziele und namentlich die Wahrung der ausgezeichneten Reputation des ETH-Bereichs im Berichtsjahr strikt befolgt und eingehalten wurden.
7. Die ETH und Forschungsanstalten informieren den ETH-Rat bei besonderen Vorkommnissen unverzüglich.

Kapitel 4 Reporting und Kontrolle

1. Reporting an den ETH-Rat:
Die Institutionen erstellen jährlich einen Anlagebericht an den Stabsbereich Finanzen, der den konsolidierten Anlagebericht zuhanden des ETH-Rats erstellt. Die Institutionen unterbreiten dem ETH-Rat zudem einmal jährlich einen Nachhaltigkeits-Report bzgl. der getätigten Anlagen.
2. Einhaltungskontrolle:
Das Interne Audit des ETH-Rates überprüft jährlich die Einhaltung der Anlagerichtlinien durch die Institutionen.

Kapitel 5 Schlussbestimmungen

Diese Anlagerichtlinien wurden vom ETH-Rat am 14./15. Juli 2021 genehmigt. Sie treten auf den 1. August 2021 in Kraft.

Bern, 14./15. Juli 2021

Der Präsident:


Prof. Dr. Michael O. Hengartner

Beilagen:

- Value at Risk Modell (Excel)

¹⁴ Missbräuchlich ist namentlich das Ausnützen eines kursrelevanten Informationsvorsprunges zur Erlangung eines Vermögensvorteils; das Handeln in einem Titel oder in einer Anlage, solange die eigene Institution mit diesem Titel oder dieser Anlage handelt und sofern der Institution daraus ein Nachteil entstehen kann. Dem Handel gleichgestellt ist die Teilnahme an solchen Geschäften in anderer Form; das Tätigen von Anlagen in Kenntnis von geplanten oder beschlossenen Transaktionen der Institution. Das Tätigen von Parallelanlagen ist erlaubt, sofern der Institution daraus keine Nachteile erwachsen.

